

Unité bidépartementale Eure-Orne
12, rue de Melleville
27930 Angerville la Campagne

Angerville la Campagne, le 04/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



SUEZ RR IWS Minerals France

Route de la Chapelle Réanville
27950 ST MARCEL

Références :

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/06/2022 dans l'établissement SUEZ RR IWS Minerals France implanté Route de la Chapelle Réanville 27950 ST MARCEL. L'inspection a été annoncée le 31/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RR IWS Minerals France
- Route de la Chapelle Réanville 27950 ST MARCEL
- Code AIOT dans GUN : 0005801772
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Ancienne installation de stockage de déchets dangereux

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Suivi des arrêtés préfectoraux de suivi du site en post-exploitation (arrêté du 8 octobre 2021 modifié par l'arrêté du 14 avril 2020)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Gestion des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 08/10/2012, article 4	/	Sans objet
Gestion des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 08/10/2012, article 5	/	Sans objet
Suivi des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 08/10/2012, article 6	/	Sans objet
Entretien du site	Arrêté Préfectoral du 08/10/2012, article 7	/	Sans objet
Suivi topographique	Arrêté Préfectoral du 08/10/2012, article {Non Renseigné}	/	Sans objet
Rapport de surveillance	Arrêté Préfectoral du 08/10/2012, article 10	/	Sans objet
Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 08/10/2012, article 11	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les garanties financières du site sont à jour (renouvellement effectué pour la période du 31/12/2022 au 31/12/2025).

Les observations suivantes ont été faites durant la visite :

- remise dès réception du diagnostic de l'état des sols sous-jacents de l'ancien bassin de stockage des lixiviats dans le cadre de son démantèlement,
- reprise des zones d'érosion sur les faces Nord et Sud du dôme de stockage (rechargement en terre végétale + végétalisation) et de la clôture périphérique du site à l'Est,
- rapport d'activité de l'année 2022 à adresser à l'inspection en début d'année 2023,
- prochain relevé topographique (quinquennal) à effectuer avant le 15/10/2024.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2012, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux pluviales

Prescription contrôlée :

La zone de stockage des déchets dont la localisation est reportée sur le plan en annexe est ceinturée d'un fossé étanche et drainant permettant de collecter les eaux pluviales.

Ces eaux sont dirigées vers un bassin B2 implanté au nord de la zone de stockage (cf. plan en annexe) d'une capacité de 1 250 m³ présentant comme exutoire final le réseau pluvial du CNPP.

L'accès au bassin B2 est protégé par une clôture résistante d'une hauteur minimale de 2 mètres équipé d'un portillon fermé à clé.

La vidange du bassin de collecte des eaux pluviales est réalisée par bâchée suivant une périodicité minimale semestrielle et après analyse des eaux démontrant le respect des valeurs limites suivantes :

Débit : < 2 m³/h en moyenne journalière

pH : 5,5 < pH < 8,5 ; 9,5 s'il y a neutralisation alcaline

Matières en suspension Totales (MEST) : < 100 mg/l si flux journalier maximal < 15 kg/j, < 35 mg/l au delà

Carbone Organique Total (COT) : < 70 mg/l

Azote global (somme de l'azote Kjeldahl, des nitrites et des nitrates) : Concentration moyenne mensuelle < 30 mg/l si flux journalier maximal > 50 kg/j

Phosphore total : Concentration moyenne mensuelle < 10 mg/l si flux journalier maximal > 15 kg/j

Phénols : < 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j

Métaux totaux (1) : < 15 mg/l

dont :

Cr 6+ < 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j

Cd < 0,2 mg/l

Pb < 0,5 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j

Hg < 0,05 mg/l

As : < 0,1 mg/l

Fluor et composés (en F) : < 15 mg/l si le rejet dépasse 150 g/j

CN totaux : < 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j

Hydrocarbures totaux (NFT 90114) : < 10 mg/l si le rejet dépasse 100 g/j

Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) : < 1 mg/l si le rejet dépasse 30 g/j

(1) Les métaux totaux sont la somme des concentrations en masse par litre des éléments suivants : Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al

Constats :

Au regard des rapports annuels d'activité des années 2019/2020/2021, le bassin de collecte des eaux pluviales du site (B2) a fait l'objet des opérations de vidange suivantes dans le fossé pluvial du CNPP après analyse de vérification de leur conformité aux valeurs limites imposées (bulletins d'analyses fournis) :

- année 2019 : 1 200 m³ (avril et octobre)

- année 2020 : 1 600 m³ (janvier, mai et novembre), une valeur de pH un peu élevée en septembre (8,8 pour une valeur limite de 8,5)

- année 2021 : 1 600 m³ (avril et novembre)

Par ailleurs, l'ancien bassin de collecte B1 d'une capacité de 160 m³ pouvant être affecté en secours à la collecte des lixiviats (voir fiche de constats suivante), a fait l'objet d'une opération de vidange le 23 février 2021 (150 m³) après analyse de vérification de leur conformité, puis d'une opération de curage le 15 mars 2021. Au regard du bordereau de suivi fourni, les boues (9,05 t) ont été évacuées pour stabilisation et stockage K1 sur le centre SUEZ de Villeparisis.

Les eaux pluviales collectées au niveau de la bâche de couverture du bassin de collecte des lixiviats (B700) ont fait l'objet de 3 opérations de pompage après analyse de leur conformité le 10 janvier 2020 (195 m³), le 19 novembre 2020 (125 m³) et le 14 juin 2021 (175 m³). Cette bâche a fait l'objet d'un curage le 7 septembre 2021 puis d'un lavage haute-pression ; les boues (5,3 t) ont été évacuées sur le centre de traitement sus-visé (bordereau de suivi fourni). Puis, les 8 et 9 septembre 2021, la bâche a été découpée, lavée au nettoyeur haute pression et enlevée.

Au regard de la fiche de suivi du site remise par l'exploitant lors de la visite, les opérations suivantes ont été menées sur le site depuis le début de l'année 2022 :

- remplacement de la vanne de vidange du bassin B2 le 21 janvier 2022 suite au constat de défectuosité du 6 janvier 2022,
- vidange des bassins B2 et B1 le 24 mai 2022 après analyse des prélèvements du 17 mars 2022 (conformes aux valeurs limites d'après les bulletins d'analyses remis),
- pose d'une 2ème portillon fermé à clé pour l'accès au bassin B2 du côté Ouest le 21 janvier 2022,
- vérification des niveaux d'eau des 2 bassins les 6 janvier, 3 juin et 16 juin 2022

Les 2 bassins sont clôturés et équipés de bouées, gilets de sauvetage et échelles. Le niveau d'eau du bassin B2 se situait lors de notre visite sous le niveau de la buse d'évacuation. Le bassin B1 était pratiquement vide.

Observations : /

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2012, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des lixiviats
<p>Prescription contrôlée : Article 5.1 Réseau de drainage des lixiviats</p> <p>Les lixiviats sont collectés en fond d'alvéole au niveau de 8 puits de collecte (R1/2/3/4/5/11/12/13) repérés comme points bas du réseau de drainage de fond répartis en zone 1 (cf. plan en annexe).</p> <p>Ces lixiviats font l'objet d'un pompage périodique de manière à pouvoir garantir le maintien de la charge hydraulique des lixiviats dans les alvéoles de stockage de déchets inférieure à 30 cm.</p> <p>Le niveau de lixiviats dans les 8 puits de collecte fait l'objet d'un relevé semestriel.</p> <p>Afin de s'assurer de l'efficacité du réseau de drainage de fond de casier, une video-inspection est effectuée suivant une fréquence quinquennale. Le prochain contrôle est à réaliser dans un délai de 6 mois suite à la notification du présent arrêté. La fréquence des contrôles pourra être révisée en accord avec l'inspection des installations classées et en fonction des résultats.</p> <p>En cas de constat de bouchage des drains, une opération de curage est menée afin de rétablir le bon écoulement des lixiviats.</p> <p>Modification du 4ème alinéa de l'article 5.1 par A.P du 14 avril 2020 Le 4ème alinéa de l'article 5.1 de l'A.P du 8/10/2012 relatif à la réalisation d'une vidéo-inspection du réseau de drainage de fond de casier, est supprimé.</p> <p>Article 5.2 Bassin de récupération des lixiviats</p> <p>Les lixiviats pompés sont acheminés vers un bassin de stockage étanche (B700) d'une capacité de 950 m³ équipé d'une couverture flottante (cf. plan en annexe). Un suivi du niveau du bassin de collecte des lixiviats doit être régulièrement effectué, et au minimum une fois par semestre.</p> <p>Dès lors que la production résiduelle annuelle est inférieure à 100 m³ pendant 2 années consécutives, les lixiviats peuvent être acheminés dans le bassin étanche B1 d'une capacité de 160 m³.</p> <p>L'ancien bassin de stockage des lixiviats B700 est maintenu en l'état et en secours le temps de s'assurer que le bassin B1 présente une capacité de stockage suffisante. Après 5 ans et accord de l'inspection des installations classées, ce bassin pourra être démantelé. Des sondages de sols seront alors réalisés pour vérifier l'absence de pollution.</p> <p>Dès leur mise en service, les bassins de collecte des lixiviats sont équipés d'une couverture permettant d'éviter l'apport d'eaux pluviales et d'un dispositif permettant d'assurer et d'interdire leur débordement. Ils sont clos sur une hauteur de 2 mètres et leur accès est fermé.</p> <p>Modification de l'article 5.2 par l'A.P du 14 avril 2020 : Les lixiviats pompés sont aussitôt évacués en centre de traitement autorisé. En cas de non disponibilité de la filière d'évacuation, les lixiviats pompés pourront être exceptionnellement stockés durant une période maximale d'un mois dans le bassin B1 d'une capacité de 160 m³ et après vérification de la qualité de son étanchéité par géomembrane.</p> <p>L'ancien bassin de collecte des lixiviats B700 d'une capacité de 950 m³ peut être démantelé. Ce démantèlement portera a minima sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la vidange et l'évacuation de son contenu dans une filière autorisée, - l'enlèvement de la couverture, de la géomembrane de fond et des éléments sous-membranaires, - un diagnostic de l'état des sols sous-jacents pour vérifier l'absence de pollution, et le cas échéant, le traitement de ces sols. <p>L'exploitant adressera à l'inspection des installations classées l'ensemble des justificatifs du démantèlement de ce bassin, ainsi que le diagnostic des sols et sa proposition de remise en état</p>

des terrains préalablement à la réalisation des travaux.

Constats :

Au regard des rapports annuels d'activité transmis, les niveaux de lixiviats dans les puits ont fait l'objet d'un relevé minimal trimestriel (6 relevés en 2019, 4 en 2020 et 2021) pour une périodicité semestrielle imposée. Ces relevés ont mis en évidence le respect de la valeur réglementaire de 0,3 m sur les puits de collecte de lixiviats (8) à l'exception du puits R3 (30-33 cm en 2019, 30-53 cm en 2020, 28-45 cm en 2021).

Les volumes de lixiviats suivants ont été pompés dans les puits par un hydrocureur de la société SUEZ et évacués dans le bassin de collecte B700 du site :

- 28 m³ les 21 et 22 octobre 2019
- 37,5 m³ le 19 novembre 2020
- 60 m³ (? ou 50) les 4 et 5 mai 2021

En vue de son démantèlement autorisé par A.P du 14 avril 2020, le bassin de collecte des lixiviats a fait l'objet d'une opération de pompage du 14 au 22 juin 2021. Les lixiviats (152,88 m³) ont été évacués sur le centre Ecologie Petroleum Recovery de Lillebonne pour traitement biologique ; les bordereaux de suivi (6) ont été fournis. Le curage du fond de bassin a été réalisé les 8 et 9 septembre 2021 par l'entreprise Maillot ; les boues (40,5 t) ont été évacuées pour stabilisation et stockage K1 sur le centre SUEZ de Villeparisis (bordereaux de suivi fournis). Un contrôle visuel de la géomembrane a été réalisé par l'exploitant. Le rapport annuel 2021 indiquait la fin du démantèlement du bassin B700 (enlèvement de la géomembrane et du géotextile, diagnostic de sol) pour 2022.

La fiche de suivi du site établie pour le 1er semestre 2022, remise lors de la visite, mentionne :

- des relevés de niveaux de lixiviats dans les puits de collecte les 6 janvier, 24 mai, 3 juin et 16 juin 2022 avec un niveau trop élevé sur le puits R3 (0,45 m en janvier évoluant vers 0,54 m en juin pour une valeur limite de 0,3 m) ; 3 des 7 puits (R4/R12/R13) sont à sec
- une opération de pompage des puits les 17 et 20 juin 2022 avec évacuation des lixiviats (volume de l'ordre d'une dizaine de m³) vers le centre EPR de Lillebonne pour traitement ; le niveau de lixiviat sur le puits R3 a été mesuré à 0,2 m lors de notre visite (niveau de fond indiqué à 9,71 m, niveau de lixiviat détecté à 9,51 m)
- le tubage du puits R2 le 6 janvier 2022 pour le passage de la sonde de mesure
- une nouvelle opération de pompage du bassin B700 le 24 mai 2022 par la société MAILLOT après analyse conforme du 17 mars 2022 (pH un peu élevé à 8,6).
- l'enlèvement des géosynthétiques de fond de bassin B700 (géomembrane + géotextile) du 8 au 15 juin 2022 par l'entreprise FAUCON, avec évacuation vers le centre TERSEN de Limay (bordereau de suivi fourni pour un tonnage de 1,950 t)

Lors de notre visite, l'exploitant nous a précisé que le diagnostic de sol du bassin B700 démantelé aurait lieu le 21 juillet 2022. Au regard du devis du 20 juin 2022 établi par la société SUEZ Remédiation, ce diagnostic portera sur :

- 9 sondages de sol dont 8 répartis dans le bassin (5 sondages sur les flancs, 3 en fond) et 1 sondage témoin hors bassin et hors activité, jusqu'à une profondeur de 0,3 à 0,5 m avec possibilité d'approfondissement en cas de traces de pollution
- analyse des composés suivis sur les eaux souterraines (1) + composés PFAS sur 3 points (2 en fond de bassin, 1 témoin) en lien avec l'étude menée actuellement sur le site du CNPP (hors arrêté SUEZ) (1) : COT, HCT C10-C40, BTEX, HAP, PCB, 12 métaux (Ar, Ba, Cd, Cr, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, Sb, Se, Zn), Cl, F, Phénols, FS, COT sur lixiviat

La proposition d'un montant de 5 319 euros HT prévoit la remise d'un compte-rendu sous 6 semaines incluant : description des investigations, présentation des résultats (tableau de synthèse et cartographie et bordereaux d'analyses. Celle-ci devra inclure la proposition de remise en état comme le demande l'arrêté.

Observations :

L'exploitant doit fournir à l'inspection dès réception le diagnostic de l'état des sols sous-jacents de l'ancien bassin de collecte des lixiviats, qui devra intégrer la proposition de remise en état demandée par l'arrêté.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suivi des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2012, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée : Article 6.1 : Réseau de surveillance</p> <p>Le réseau de surveillance des eaux souterraines comporte (voir plan de situation joint en annexe) 5 piézomètres, dont 1 piézomètre amont (Pz0a) et 4 piézomètres aval (Pz1 ou futur Pz1bis à l'Ouest, Pz5 au Nord, Pz6 à l'Est, Pz2 au Nord-est).</p> <p>Afin d'étudier les variations de la piézométrie de la nappe, ces piézomètres font l'objet d'un nivellement en côte NGF.</p> <p>Article 6.2 : Programme de surveillance post-exploitation des eaux souterraines</p> <p>Le programme de surveillance des eaux souterraines pour la période post-exploitation est le suivant :</p> <p>Paramètres à analyser sur l'ensemble des piézomètres (Pz0a, Pz1 ou Pz1bis, Pz2, Pz5 et Pz6)</p> <p>Fréquence semestrielle (en période de hautes et basses eaux)</p> <p>pH, potentiel d'oxydoréduction, résistivité, COT, hydrocarbures totaux, phénols, métaux lourds totaux (dont Cr6+, Cd, Pb), cyanures libres, Hg, As, fluorures, NH4+, Cl-</p> <p>Niveau d'eau avec détermination du sens d'écoulement de la nappe (pour validation du piézomètre amont)</p> <p>Tous les 3 ans</p> <p>pH, potentiel d'oxydoréduction, résistivité, NO2-, NO3-, NH4+, Cl-, SO42-, PO43-, K+, Na+, Ca2+, Mg2+, Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, phénols, DCO, COT, AOX, PCB, hydrocarbures totaux, HAP, BTEX, cyanures libres, As, fluorures, pesticides (simazine, atrazine, urées substituées, diuron)</p> <p>Un rapport de synthèse annuel des résultats d'analyses est transmis à l'inspection, accompagné de l'interprétation de ces résultats.</p> <p>En cas d'anomalie avérée, la périodicité des analyses peut être augmentée.</p> <p>Article 6.3 : Entretien des piézomètres</p> <p>Le bon état des piézomètres (capot, dispositif de fermeture, ...) sera vérifié au minimum une fois par semestre notamment lors des prélèvements pour analyse.</p>
<p>Constats : Constats :</p> <p>Au regard des rapports annuels de surveillance transmis, la surveillance des eaux souterraines au droit du site s'est exercée aux travers de campagnes de prélèvements semestrielles réalisées le 30 mars et le 13 septembre 2021 sur l'ensemble des 6 piézomètres (PZ0 amont et 5 PZ aval y compris PZ1). La campagne triennale complémentaire a été effectuée le 30 septembre 2021 (septembre 2018 la dernière fois).</p> <p>Les résultats de ces campagnes de prélèvements sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - position amont du PZ0A confirmée, - baisse régulière de la teneur en chlorures sur PZ1 aval depuis 2007 pour atteindre en mars 2000 la valeur de 50 mg/l (valeur limite de 200 mg/l pour les eaux brutes destinées à la consommation humaine, A.M du 11/01/2007) - traces d'hydrocarbures et d'ammonium sur PZ0A amont en 2019, traces d'ammonium en 2020 sur PZ5 aval - dépassement de la valeur limite de l'A.M de 2007 pour Na sur PZ1B en mars 2021 (230/VL 200

mg/l)

- valeur de la concentration en cadmium sur PZ2 aval un peu supérieure à la valeur limite de l'A.M de 2007 (0,0053 /VL 0,005 mg/l) en mars 2020,
- pour l'analyse triennale, teneurs inférieures aux seuils de détection pour PCB, BTEX, HAP, NO2 et DCO, pas de dépassement des valeurs limites de qualité de l'A.M de 2007

Il serait intéressant dans le tableau de l'annexe 9 (comparaison des résultats d'analyses avec les limites de qualité de l'A.M de 2007), de faire apparaître la dates des campagnes à l'origine de dépassements des valeurs limites de cet arrêté.

Au regard de la fiche de suivi remise lors de la visite, la 1ère campagne de suivi des eaux souterraines de l'année 2022 a été réalisée le 17 mars 2022.

L'ensemble des 6 piézomètres de suivi du site est équipé d'un capot cadenassé. Le maintien de l'accès aux PZ1/PZ1bis et PZ5 a été pris en compte lors de la réalisation des clôtures des parcs photovoltaïques construits à proximité sur le site du CNPP.

Observations :

L'exploitant doit fournir - en début d'année 2023 - les résultats du suivi des eaux souterraines et leur interprétation dans le cadre du rapport annuel d'activité de l'année 2022.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Entretien du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2012, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien du site
Prescription contrôlée : L'exploitant fait réaliser : <ul style="list-style-type: none">• une inspection visuelle semestrielle portant sur :<ul style="list-style-type: none">• l'état de la couverture finale de la zone de stockage des déchets,• l'état des aménagements (clôtures, piézomètres, ...)• l'état de la végétation,• le niveau dans les bassins (eaux pluviales, lixiviats),• la charge en lixiviats dans les puits.• l'entretien paysager du site a minima annuel comprenant la tonte, la taille des haies et des arbustes et le nettoyage des fossés internes. Pour cet entretien, l'exploitant doit utiliser, sauf impossibilité dûment justifiée, des méthodes alternatives à l'utilisation d'herbicides. En tout état de cause, l'utilisation d'herbicides à base d'alachlore, atrazine, diuron, isoproturon, simazine ou de trifluraline est interdite. Les opérations de surveillance et d'entretien réalisées font l'objet d'une consignation dans un registre prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Toute anomalie détectée fait l'objet d'une information de l'inspection des installations classées dans les plus brefs délais.
Constats : Au regard des rapports annuels d'activité transmis pour les années 2019/2020/2021 et en particulier au regard des fiches de suivi jointes : <ul style="list-style-type: none">- la fréquence semestrielle des inspections visuelles est largement respectée (a minima trimestrielle) pour l'ensemble des points à vérifier (couverture, clôture, piézomètres, végétation, niveaux d'eaux et lixiviats)- les travaux d'entretien du site (tonte du dôme de stockage, élagage de la végétation des digues, fossés et des bassins sont assurés par la société PINSON PAYSAGE a minima une fois par an : 30-31/09 et 12/11/2019, 24/08 et 23/09/2020, 7-8/09 et 3/11/2021. Il en est de même pour le 1er semestre 2022 au vu de la fiche de suivi remise lors de la visite. Un constat de zones de végétation sèches a été fait le 16 juin 2022 avant notre visite ; des travaux de reprise de clôture sont également signalés Lors de notre visite, nous avons constaté : <ul style="list-style-type: none">- des zones d'érosion sans végétation au niveau des faces Nord et Sud du dôme, qui devront être rechargées en terre végétale- des ouvertures dans la clôture extérieure du site (3) sur sa face Est, certainement causées par des passages d'animaux, qui devront être refermées
Observations : L'exploitant doit faire procéder : <ul style="list-style-type: none">- au rechargement en terre végétale des zones d'érosion au niveau des faces Nord et Sud du dôme de stockage, puis à leur revégétalisation ;- à la fermeture des ouvertures dans la clôture périphérique Est du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suivi topographique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2012, article {Non Renseigné}
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi topographique
Prescription contrôlée : Un relevé topographique est réalisé au moins une fois par an afin de s'assurer de la stabilité du massif de déchets et de la couverture finale, du maintien du profil topographique nécessaire à la bonne gestion des eaux de ruissellement. Au bout de 3 ans, si aucune évolution n'est constatée et en accord avec l'inspection, la fréquence des relevés topographiques pourra être révisée. Modification apportée par AP du 14 avril 2020 Un relevé topographique est réalisé selon une périodicité quinquennale afin de s'assurer de la stabilité du massif de déchets et de la couverture finale, du maintien du profil topographique nécessaire à la bonne gestion des eaux de ruissellement. Sur demande de l'inspection, cette périodicité pourra être revue.
Constats : Le dernier relevé topographique a été réalisé le 15 octobre 2019 par points par points ; celui-ci a porté sur les zones suivantes : dôme de stockage et talus (40 points de référence) et bornes de nivellement. Un plan de suivi des tassements a été établi entre le relevé du 4 avril 2012 marquant le démarrage du suivi post-exploitation et celui du 15 octobre 2019. D'après l'analyse de l'exploitant reprise dans le rapport annuel d'activité 2019, les courbes de niveau sont relativement superposables ; il en est de même pour les profils de couverture. Les quelques variations observables portent sur la partie sommitale du dôme et sur les pourtours (talus). Pour la partie sommitale, certains événements pluvieux particulièrement forts ont entraîné une mobilisation de la terre végétale depuis la partie centrale vers les côtés. Concernant les pourtours, l'écart de profil s'explique par le rechargement en terre végétale sur les flancs et par la présence des diguettes délimitant les fossés recréés sur la couverture finale (travaux réalisés sur la période 2012/2014).
Observations : L'exploitant devra faire procéder au prochain relevé topographique (quinquennal) avant le 15 octobre 2024.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rapport de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2012, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Rapport de surveillance
Prescription contrôlée : La société SITA FD adresse annuellement à l'Inspecteur des Installations Classées un rapport de surveillance du site. Ce rapport comprend un récapitulatif des points suivants : <ul style="list-style-type: none">• suivi du rejet d'eaux pluviales,• relevés des niveaux de lixiviats dans les puits de collecte,• traitement des lixiviats,• surveillance des eaux souterraines,• comptes-rendus des visites régulières,• entretien du site, relevé topographique.
Constats : Les rapports de surveillance des années 2019, 2020 et 2021 ont été adressés à l'inspection par courriers de l'exploitant des 20 mai 2020, 7 avril 2021 et 5 avril 2022. Ces rapports comprennent l'ensemble des informations demandées, qui sont reprises par thématique dans les différentes fiches de constats de la visite.
Observations : L'exploitant doit fournir en début d'année 2023 le rapport annuel d'activité de l'année 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2012, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Garanties financières
<p>Prescription contrôlée : Article 11.1 : Montant des garanties financières</p> <p>Les montants des garanties financières destinées à assurer pendant la période de post-exploitation la surveillance du site, le maintien en sécurité de l'installation et les interventions éventuelles en cas d'accident sont fixés dans le tableau récapitulatif ci-dessous :</p> <p>Années de post-exploitation Montants des garanties financières (HT) *</p> <p>2012-2013 : 651 784,28 € 2014-2016 : 337 996,36 € 2017-2019 : 227 470,53 € 2020-2022 : 227 470,53 € 2023-2025 : 226 186,62 € 2026-2028 : 226 186,62 € 2029-2031 : 212 923,52 € 2032-2034 : 198 376,73 € 2035-2037 : 185 113,64 € 2038-2040 : 171 850,54 € 2041-2043 : 157 303,75 € (*) montants calculés avec l'indice TP01 de juin 2011 (677,2)</p> <p>Article 11.2 : Mise en place et renouvellement des garanties financières</p> <p>L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins 6 mois avant leur échéance.</p> <p>Article 11.3 : Actualisation des garanties financières</p> <p>En cas d'augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à 5 ans, le montant des garanties financières devra être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation. L'actualisation des garanties financières devra relever de l'initiative de l'exploitant.</p> <p>Toute modification substantielle des conditions de post-exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières devra être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.</p>
<p>Constats : Le dernier acte de cautionnement fourni par l'exploitant établi par la société Chubb European Group SE pour un montant de 288 938,65 euros prenait effet à compter du 31 décembre 2019 et expire le 31 décembre 2022.</p> <p>Au regard de l'arrêté du 8 octobre 2021, l'exploitant doit adresser au préfet 6 mois avant l'échéance soit avant le 1er juillet 2022 un nouvel acte de cautionnement de ces garanties financières (226186,62 euros HT pour la période 2023-2025, actualisé si augmentation de l'indice TP01 supérieure à 15 % sur 5 ans). Ce nouvel acte de cautionnement a été adressé à la DREAL par courrier du 16 juin 2022 précisant que l'original a été adressé en parallèle à M. le Préfet. Celui-ci a été établi par la société Chubb European Group SE pour un montant de 317 688,66 euros prenant effet à compter du 31 décembre 2022 et expirant au 31 décembre 2025. Le montant des garanties financières a été actualisé au regard de l'indice TP01 de février 2022 (792,63).</p>
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

